

LE BUDGET DE LA HONTE !

**Avec ou sans Bayrou,
imposons une autre politique**



**En grève
dès le 10 septembre
pour plus de justice fiscale,
sociale et environnementale !**

E. Macron et son gouvernement « Bayrou » veulent amputer le budget 2026 de 44 milliards d'euros alors que, pour exemple, 211 milliards d'euros d'aides publiques ont été versées sans contrôle aux entreprises privées en 2023 (commission d'enquête du sénat) et que se sont succédé les cadeaux fiscaux aux plus fortunés (sachant que le patrimoine des 500 familles les plus riches de France représente 40 % du PIB du pays).

En 2026, les dépenses de l'État seront gelées au niveau de 2025, à l'exception de l'augmentation de la soi-disant « charge » de la dette et des dépenses pour l'armée (+ 6,7 milliards d'euros). Autrement dit, c'est un gel des traitements, des salaires, des pensions, des retraites, des promotions catégorielles et la poursuite des suppressions d'emplois !

À la DGFIP, la CGT Finances publiques ne cesse d'alerter sur la dégradation des conditions de travail, liée en grande partie aux pertes d'effectifs (36 662 titulaires, soit près de 30 % des effectifs depuis la création de la DGFIP en 2008).

Nos dirigeants n'ont cure des appels au secours des personnels, car ils veulent continuer la saignée : - 550 en 2026 et probablement - 700 en 2027, alors que nos services ont subi depuis plusieurs années près de 90% des suppressions d'emplois de toute la fonction publique d'État. Un vrai scandale !

À la DGFIP, nous subissons aussi le gel du point d'indice qui a drastiquement fait baisser notre pouvoir d'achat. Et dernièrement nous avons subi des attaques frontales sur nos droits en matière de santé tant sur nos arrêts maladie qu'en matière de protection sociale complémentaire avec la start-up spéculative ALAN que le gouvernement veut nous imposer !

**Avec ces mesures, E. Macron, F. Bayrou et consort
ont clairement désigné leurs ennemis :**

**les services publics et leurs agent·es, les salarié·es en général,
les retraité·es et les personnes les plus modestes en particulier :**

- Baisse en « euros constants » (c'est-à-dire avec prise en compte de l'inflation) du budget de tous les services publics.
- Suppression d'agences et de programmes de l'État.
- Suppression de 3000 postes de fonctionnaires en 2026, pour un objectif de non-remplacement d'un sur trois.
- Baisse du salaire des fonctionnaires en euros constants, alors que depuis 20 ans cette baisse est déjà de 23 %.
- Baisse en euros constants des pensions des retraité·es.
- Baisse en euros constants des allocations familiales, des aides au logement, de l'allocation adulte handicapé, des bourses d'études et du RSA. Blocage des seuils qui exclura des personnes qui en sont proches et dont les revenus augmenteraient légèrement.
- Création d'une allocation sociale unifiée (ASU) plafonnée par fusion des prestations sociales pour faire des économies.
- Baisse drastique des droits au chômage.
- Remise en cause de droits des salarié·es : flexibilité, monétisation de la 5ème semaine de congés payés, développement des contrats précaires, division par deux des délais de recours devant les prud'hommes en cas de licenciement abusif, etc.
- Stigmatisation des patients et augmentation du reste à charge. Le dispositif de prise en charge des affections longues durées (ALD) est dans le viseur pour diminuer la couverture de ces patients.
- Suppression de 2 jours fériés : c'est du travail gratuit, une baisse du salaire horaire, la suppression, quand elle existe, de la majoration de la rémunération pour les personnes travaillant déjà les jours fériés.
- Extension des possibilités de travailler le 1^{er} mai à 3 millions de salarié·es.

Liste non exhaustive

Combien vont te coûter ces mesures si nous ne gagnons pas un changement radical de politique ? Utilise le simulateur CGT. Et n'oublions pas de signer la pétition intersyndicale.

<https://www.cgt.fr/actualites/france/mobilisation-legislation/budget-les-sacrifices-pour-le-monde-du-travail-ca-suffit>

Parce que c'est notre avenir qui est en jeu, départ de F. Bayrou ou pas, dissolution ou pas, refusons la destruction de nos acquis sociaux et l'appauvrissement de la majorité de la population !

**Pour notre avenir,
la justice sociale, économique et fiscale,
soyons en grève le 10 septembre !**

**Et réunissons-nous par tous les moyens possibles pour décider
des suites et de l'amplification de la mobilisation, à la DGFIP
comme au niveau interprofessionnel !**